

3 mars 2010

LA BANQUE LAURENTIENNE DÉCLARE UN SOLIDE BÉNÉFICE NET DE 32,0 MILLIONS \$ POUR LE PREMIER TRIMESTRE 2010

Faits saillants pour le premier trimestre 2010

- Solide bénéfice net de 32,0 millions \$, en hausse de 28 % par rapport à 25,0 millions \$ pour le premier trimestre 2009
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 12,3 %, comparativement à 10,0 % pour le premier trimestre 2009
- Revenu total de 180,4 millions \$, comparativement à 156,5 millions \$ pour le premier trimestre 2009, soit une augmentation de 15 %
- Pertes sur prêts de 16,0 millions \$, soit le même niveau qu'au quatrième trimestre 2009, comparativement à 12,0 millions \$ pour le premier trimestre 2009
- Augmentation du total des prêts et acceptations bancaires de plus de 2 milliards \$ au cours des douze derniers mois
- Amélioration notable du ratio d'efficacité, à 66,7 %

La Banque Laurentienne du Canada a déclaré un solide bénéfice net de 32,0 millions \$, ou 1,21 \$ dilué par action ordinaire, pour le premier trimestre terminé le 31 janvier 2010, comparativement à un bénéfice net de 25,0 millions \$, ou 0,91 \$ dilué par action ordinaire, pour le premier trimestre 2009. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'établissait à 12,3 % pour ce premier trimestre 2010, comparativement à 10,0 % pour la même période lors de l'exercice financier 2009.

Le président et chef de la direction de la Banque, M. Réjean Robitaille, a commenté ces résultats pour le premier trimestre 2010 : « Je suis particulièrement satisfait de la forte croissance de nos prêts et de nos revenus au cours de ce trimestre qui, combinée à un levier d'exploitation positif, a généré une amélioration significative du ratio d'efficacité de la Banque. Nous avons maintenu notre momentum et nous sommes toujours aussi bien positionnés pour tirer parti de l'amélioration de la conjoncture économique. De plus, le niveau élevé de nos liquidités et notre solide capital nous accordent la flexibilité nécessaire pour soutenir notre croissance continue. Par ailleurs, alors que nous continuons à surveiller attentivement les conditions des marchés, la qualité de crédit de nos portefeuilles de prêts est demeurée satisfaisante au cours de ce premier trimestre. »

Revue des faits saillants

La solide performance réalisée au cours du premier trimestre 2010 est le fruit de toute une série d'initiatives axées sur la croissance et le développement ayant été poursuivies de manière soutenue. Ces initiatives ont permis à la Banque de générer une croissance des prêts et acceptations bancaires de plus de 2 milliards \$ au cours des douze derniers mois.

Cette croissance est attribuable, en très grande partie, à l'augmentation des volumes de prêts hypothécaires souscrits par l'intermédiaire du réseau de succursales et de B2B Trust. Ces prêts hypothécaires ont été générés non seulement par les succursales, mais également par l'entremise de près de 100 banquiers mobiles spécialisés en hypothèques. Les forces de vente de la Banque ont ainsi élargi et approfondi leur pénétration des marchés au cours des dernières années. Travaillant conjointement avec les succursales, les banquiers mobiles spécialisés représentent un important levier pour assurer la croissance de ces produits financiers. Le réseau de distribution de B2B Trust, constitué de conseillers financiers indépendants, a également contribué à cette croissance, tout en assurant la diversification géographique du portefeuille de prêts. Par ailleurs, la popularité du Compte d'investissement à intérêt élevé continue de générer de la croissance : pour le seul premier trimestre 2010, son augmentation s'élevait approximativement à 80 millions \$. Ces nouveaux fonds ont été utilisés de manière efficiente, alors que B2B Trust a augmenté de près de 100 millions \$ ses prêts à l'investissement au cours du premier trimestre 2010, bénéficiant de sa position de chef de file dans ce domaine.

Cela dit, la Banque poursuit de manière soutenue ses efforts de diversification de ses sources de revenu, et continue d'accroître ses volumes d'activité dans les domaines du courtage, de la carte de crédit Visa, des assurances et des fonds communs de placement, ce qui a généré une hausse des revenus liés aux frais et commissions.

Chaque année, au cours de la campagne REER qui se déroule jusqu'à la fin du mois de février, beaucoup d'énergie et de ressources sont investies dans le réseau de succursales afin de répondre aux besoins et aux attentes des clients en matière d'investissement. Cette période est particulièrement importante pour la Banque dans la mesure où elle représente une excellente occasion d'augmenter sa part du portefeuille d'investissements de chacun de ses clients. À cette fin, la Banque a donc mis l'accent sur l'une de ses valeurs de base, la proximité, et augmenté les heures d'ouverture de ses succursales au cours des deux dernières semaines de la campagne REER afin de permettre à ses clients de prendre leurs décisions en matière d'investissements de la manière la plus simple et la plus pratique possible.

Le secteur d'activité Immobilier et Commercial, de même que la division PME Québec, poursuivent le développement de leurs activités. En plus de générer une croissance des prêts hypothécaires commerciaux et des prêts commerciaux, ces équipes ont réussi à élargir la gamme de produits que les clients détiennent à la Banque et, en particulier, à accroître de manière substantielle les dépôts commerciaux au cours des derniers trimestres. Le groupe Financement immobilier, déjà établi dans des bases stratégiques à travers le Canada, a récemment ouvert un nouveau bureau à Québec, portant ainsi son nombre de bureaux à sept.

Enfin, Valeurs mobilières Banque Laurentienne continue également de développer ses activités. La division Institutionnel — Revenu fixe demeure très rentable, alors que ses autres secteurs d'activité renforcent progressivement leurs opérations. Ainsi, la division Courtage aux particuliers compte maintenant 80 courtiers à l'œuvre dans 14 bureaux au Québec et en Ontario. Cette présence importante permet à la Banque d'offrir un éventail complet de produits d'investissement à ses clients.

Mesures financières non conformes aux PCGR

La Banque utilise à la fois les principes comptables généralement reconnus (PCGR) et certaines mesures financières non conformes aux PCGR, tels que le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, la marge nette d'intérêt et les ratios d'efficacité, afin d'évaluer sa performance. En ce qui concerne le calcul du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, la Banque considère que le bénéfice net constitue la meilleure mesure de rentabilité et que les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, excluant le cumul des autres éléments du résultat étendu, devraient être utilisés comme mesure du capital. Le calcul de la valeur comptable de l'action ordinaire de la Banque est également basé sur les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, excluant le cumul des autres éléments du résultat étendu. Les capitaux propres tangibles attribuables aux actionnaires ordinaires sont définis comme étant les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, excluant le cumul des autres éléments du résultat étendu, moins les écarts d'acquisition et les actifs incorporels liés aux relations contractuelles et relations-clients.

Les mesures financières non conformes aux PCGR n'ont pas de définition normalisée et peuvent difficilement être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. La Banque considère que ces mesures financières non conformes aux PCGR fournissent aux investisseurs et aux analystes des renseignements utiles afin de leur permettre de mieux apprécier les résultats financiers de la Banque et d'effectuer une analyse plus rigoureuse de son potentiel de rentabilité et de développement.

Mise en garde concernant les énoncés prévisionnels

Dans ce communiqué, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou dans d'autres communications, la Banque Laurentienne du Canada peut, à l'occasion, faire des énoncés prévisionnels, écrits ou oraux, au sens des lois applicables en matière de valeurs mobilières. Ces énoncés prévisionnels incluent mais ne sont pas limités à des énoncés relatifs au plan d'affaires et aux objectifs financiers de la Banque. Les énoncés prévisionnels qui apparaissent dans ce communiqué sont destinés à aider les actionnaires et les analystes financiers à mieux comprendre la situation financière de la Banque et ses résultats d'exploitation à la date et pour les périodes terminées aux dates indiquées, et pourraient ne pas être adéquates à d'autres fins. Les énoncés prévisionnels sont habituellement marqués par l'emploi du conditionnel et l'usage de mots tels que « perspectives », « croire », « estimer », « prévoir », « projeter », « escompter », « anticiper », « planifier », « pourrait », « devrait », « ferait », ou la forme négative ou des variantes de tels termes, ou une terminologie similaire.

De par leur nature, ces énoncés prévisionnels sont fondés sur des hypothèses et comportent un certain nombre de risques et d'incertitudes d'ordre général et spécifique. Il est donc possible que les prévisions, projections et autres énoncés prévisionnels ne se matérialisent pas ou s'avèrent inexacts. Quoique la Banque soit d'avis que les attentes exprimées dans ces énoncés prévisionnels sont raisonnables, elle ne peut assurer que ces attentes s'avèreront exactes.

La Banque déconseille aux lecteurs de se fier indûment aux énoncés prévisionnels pour prendre des décisions, étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des opinions, plans, objectifs, attentes, prévisions, estimations et intentions exprimés dans ces énoncés prévisionnels, en raison de divers facteurs significatifs. Ces facteurs comprennent, entre autres, l'activité des marchés financiers, les changements des politiques monétaire, fiscale et économique des gouvernements, les variations des taux d'intérêt, les niveaux d'inflation et les conditions économiques en général, les développements de nature législative et réglementaire, la concurrence, les cotes de crédit, la rareté des ressources humaines et l'environnement technologique. La Banque prévient que la liste de facteurs ci-dessus n'est pas exhaustive. Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses qui pourraient faire en sorte que les résultats réels de la Banque divergent des attentes exprimées, les personnes intéressées sont priées de consulter les documents publics déposés par la Banque et disponibles sur le site www.sedar.com.

La Banque ne s'engage pas à mettre à jour les énoncés prévisionnels, écrits ou oraux, émis par elle-même ou en son nom, sauf dans la mesure requise par la réglementation en valeurs mobilières.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

EN MILLIONS DE DOLLARS, SAUF INDICATION CONTRAIRE (NON VÉRIFIÉS)	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE		
	31 JANVIER 2010	31 JANVIER 2009	VARIATION
Résultats			
Bénéfice net	32,0 \$	25,0 \$	28 %
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	28,9 \$	21,8 \$	33 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ⁽¹⁾	12,3 %	10,0 %	
Par action ordinaire			
Résultat net dilué	1,21 \$	0,91 \$	33 %
Dividendes déclarés	0,36 \$	0,34 \$	6 %
Valeur comptable ⁽¹⁾	39,52 \$	36,41 \$	9 %
Cours de l'action - clôture	38,03 \$	29,07 \$	31 %
Situation financière			
Actif au bilan	23 184 \$	19 868 \$	17 %
Prêts, acceptations bancaires et valeurs acquises en vertu de conventions de revente, montant net	17 271 \$	14 901 \$	16 %
Dépôts de particuliers	15 096 \$	13 168 \$	15 %
Capitaux propres et débetures	1 342 \$	1 255 \$	7 %
Nombre d'actions ordinaires - fin de la période (en milliers)	23 921	23 849	- %
Prêts douteux nets en % des prêts, acceptations bancaires et valeurs acquises en vertu de conventions de revente	0,21 %	0,09 %	
Ratios de capital			
Ratio BRI de première catégorie	11,0 %	10,1 %	
Ratio BRI total	12,9 %	12,1 %	
Ratio actif / fonds propres	18,6 x	17,1 x	
Capitaux propres tangibles attribuables aux actionnaires ordinaires sur l'actif pondéré en fonction des risques ⁽²⁾	9,1 %	8,3 %	
RATIOS FINANCIERS			
Par action ordinaire			
Ratio cours / bénéfice (quatre derniers trimestres)	8,4 x	7,2 x	
Valeur au marché / valeur comptable	96 %	80 %	
Dividende par action / valeur au marché	3,79 %	4,68 %	
Ratio du dividende versé	29,8 %	37,2 %	
En pourcentage de l'actif moyen			
Revenu net d'intérêt	2,13 %	2,00 %	
Provision pour pertes sur prêts	0,28 %	0,24 %	
Rentabilité			
Ratio d'efficacité (frais autres que d'intérêt en % du revenu total)	66,7 %	70,7 %	
AUTRES RENSEIGNEMENTS			
Nombre d'employés en équivalent à temps plein	3 629	3 454	
Nombre de succursales	156	156	
Nombre de guichets automatiques	406	348	

(1) Relativement au calcul du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, la Banque considère que le bénéfice net constitue la meilleure mesure de rentabilité et que les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, excluant le Cumul des autres éléments du résultat étendu, seraient utilisés comme mesure du capital. Le calcul de la valeur comptable de la Banque est également basé sur les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, excluant le Cumul des autres éléments du résultat étendu.

(2) Les capitaux propres tangibles attribuables aux actionnaires ordinaires sont définis comme étant les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, excluant le Cumul des autres éléments du résultat étendu, moins les écarts d'acquisition et les actifs incorporels liés aux relations contractuelles et relations-clients.

Rapport de gestion

Ce Rapport de gestion présente une analyse, par la direction, de la situation financière de la Banque au 31 janvier 2010 et de sa performance au cours du trimestre terminé à la même date. Cette analyse, en date du 3 mars 2010, devrait être lue conjointement avec les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour le premier trimestre 2010. Le Rapport annuel 2009 de la Banque fournit par ailleurs des renseignements complémentaires relatifs à des sujets tels que la gestion des risques, les conventions comptables et les arrangements hors bilan.

Des informations additionnelles relatives à la Banque Laurentienne du Canada, y compris la Notice annuelle, sont disponibles sur le site Internet de la Banque, au www.banquelaurentienne.ca et sur le site Internet de SEDAR, au www.sedar.com.

Performance et objectifs financiers

Le tableau ci-dessous présente les objectifs définis par la direction pour l'exercice financier 2010, ainsi que la performance de la Banque à ce jour. Ces objectifs financiers sont fondés sur les hypothèses déjà présentées en page 21 du Rapport annuel 2009 de la Banque sous le titre « Les hypothèses clés à la base des objectifs de la Banque ».

OBJECTIFS FINANCIERS 2010

	OBJECTIFS 2010	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE
		31 JANVIER 2010
Croissance des revenus	5% à 10%	15 %
Ratio d'efficacité	70% à 67%	66,7 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	10,0% à 12,0%	12,3 %
Résultat net dilué par action ordinaire	4,00 \$ à 4,70 \$	1,21 \$
Ratio BRI de première catégorie	Minimum de 9,5%	11,0 %

Même s'il est encore tôt au début de l'exercice financier 2010, les résultats de la Banque pour le trimestre terminé le 31 janvier 2010 se comparent déjà favorablement aux objectifs financiers définis pour 2010, tel que l'indique le tableau ci-dessus.

Résultats consolidés

Le revenu net s'élevait à 32,0 millions \$, ou 1,21 \$ dilué par action ordinaire, pour le premier trimestre terminé le 31 janvier 2010, comparativement à 25,0 millions \$, ou 0,91 \$ dilué par action ordinaire, pour le premier trimestre 2009.

Revenu total

Le revenu total a augmenté de plus de 15 %, d'un exercice financier à l'autre, et s'élevait à 180,4 millions \$ pour le premier trimestre 2010, comparativement à 156,5 millions \$ pour le premier trimestre 2009. Le revenu net d'intérêt a augmenté et s'élevait à 120,7 millions \$ pour le premier trimestre 2010, alors qu'il s'élevait à 98,7 millions \$ pour le premier trimestre 2009. La forte croissance des prêts et des dépôts par rapport à ceux du premier trimestre de l'exercice précédent, et la hausse des marges d'intérêt ont contribué à cette augmentation de 22 % du revenu net d'intérêt. Les marges se sont appréciées de 2,00 % pour le premier trimestre 2009 et à 2,13 % pour le premier trimestre 2010. Les mesures de retarifcation mises en œuvre au cours de l'exercice financier 2009 afin de renforcer les marges ont continué à produire des bénéfices au cours de ce premier trimestre 2010.

Autres revenus

Les autres revenus s'élevaient à 59,7 millions \$ pour le premier trimestre 2010, comparativement à 57,8 millions \$ pour le premier trimestre 2009. L'augmentation de 3,4 millions \$ des frais et commissions sur les prêts et les dépôts, liée essentiellement à l'augmentation du niveau d'activité dans ces domaines d'un exercice financier à l'autre, de même que l'augmentation soutenue des revenus liés aux activités de courtage, ont plus que contrebalancé la baisse des revenus liés aux activités de titrisation. Ces derniers ont diminué de 6,3 millions \$, passant de 10,5 millions \$ pour le premier trimestre 2009 à 4,2 millions \$ pour le premier trimestre 2010. Ce résultat est attribuable à la baisse du niveau des opérations de titrisation, qui s'établissaient à 101,5 millions \$ pour le premier trimestre 2010, comparativement à 312,4 millions \$ pour le premier trimestre 2009, ainsi qu'au resserrement des écarts de crédit. La note 3 des états financiers intermédiaires fournit de plus amples renseignements sur les opérations de titrisation.

Provision pour pertes sur prêts

La provision pour pertes sur prêts s'établissait à 16,0 millions \$ pour le premier trimestre 2010, comparativement à 12,0 millions \$ pour le premier trimestre 2009 et 16,0 millions \$ pour le quatrième trimestre 2009. Cette augmentation est essentiellement reliée aux portefeuilles de prêts commerciaux, alors que la qualité de crédit des portefeuilles de prêts à la consommation s'est stabilisée. La section « Gestion des risques » du présent communiqué fournit de plus amples renseignements sur la qualité de crédit des portefeuilles de prêts de la Banque.

Frais autres que d'intérêt

Les frais autres que d'intérêt s'élevaient à 120,4 millions \$ pour le premier trimestre 2010, comparativement à 110,7 millions \$ pour le premier trimestre 2009, soit une augmentation de 8,7 % d'un exercice financier à l'autre. Plusieurs facteurs ont contribué à cette augmentation. Premièrement, les salaires et avantages sociaux ont augmenté de 4,8 millions \$, en raison principalement de l'augmentation des salaires et de l'embauche de nouveaux employés au cours des douze derniers mois, destinée à soutenir les initiatives de développement des affaires. Deuxièmement, les coûts relatifs aux locaux et aux technologies ont augmenté, passant de 28,0 millions \$ au premier trimestre 2009 à 32,1 millions \$ pour le premier trimestre 2010. Cette augmentation est attribuable principalement à l'augmentation de la dépense d'amortissement liée aux projets de développement technologiques complétés récemment, ainsi qu'à l'augmentation générale des coûts relatifs aux technologies destinées à soutenir la croissance des activités de la Banque.

Grâce à la forte augmentation des revenus, qui ont plus que contrebalancé l'augmentation des dépenses, le ratio d'efficacité (soit les frais autres que d'intérêt en pourcentage du revenu total) s'est notablement amélioré, s'établissant à 66,7 % pour le premier trimestre 2010, comparativement à 70,7 % pour le premier trimestre 2009.

Impôts sur les bénéfices

Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2010, les impôts sur les bénéfices s'élevaient à 12,1 millions \$ et le taux d'imposition effectif s'établissait à 27,3 %. Ce taux d'imposition inférieur par rapport au taux prévu par la loi est attribuable principalement aux retombées positives du fait de détenir des investissements dans des valeurs mobilières canadiennes qui génèrent des revenus de dividende non imposables, ainsi qu'à l'imposition réduite des revenus tirés des opérations d'assurance crédit. En outre, les impôts sur les bénéfices pour le premier trimestre incluaient l'incidence de la baisse des taux d'imposition en Ontario, entrées en vigueur au cours du premier trimestre sur les actifs d'impôts différés. Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009, les impôts sur les bénéfices s'élevaient à 8,8 millions \$ et le taux d'imposition effectif s'établissait à 25,9 %.

Premier trimestre 2010, comparativement au quatrième trimestre 2009

Pour le premier trimestre 2010, le bénéfice net s'élevait à 32,0 millions \$, comparativement à 38,2 millions \$ pour le quatrième trimestre terminé le 31 octobre 2009.

Pour le quatrième trimestre 2009, les résultats incluaient un bénéfice de 11,5 millions \$ découlant des activités abandonnées, relié à la cession d'activités de gestion d'actifs au cours de l'exercice financier 2005. En excluant ce gain, le bénéfice découlant des activités poursuivies s'établissait à 26,8 millions \$ pour le quatrième trimestre 2009; et il a augmenté de 19 % pour le premier trimestre 2010 pour s'établir à 32,0 millions \$. Le revenu net d'intérêt a augmenté de 2,5 millions \$, en raison essentiellement de l'augmentation des volumes de prêts. La marge nette d'intérêt s'établissait à 2,13 % pour le premier trimestre 2010, soit une baisse de six points de base par rapport au quatrième trimestre 2009, alors qu'elle s'établissait à 2,19 %, en raison essentiellement de l'augmentation des volumes de titres à revenu fixe à faible rendement. Les autres revenus n'ont pratiquement pas fluctué par rapport au quatrième trimestre 2009, l'augmentation des revenus de marchés financiers ayant contrebalancé la diminution des revenus tirés des opérations de titrisation. Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 7,8 millions \$ par rapport au quatrième trimestre 2009. Une portion significative de cette diminution est reliée à une charge pour des questions d'ordre opérationnel encourue au cours du quatrième trimestre 2009, dont 2,1 millions \$ ont été récupérés au cours du premier trimestre 2010. Pour ce premier trimestre, par ailleurs, les salaires et avantages sociaux ne reflétaient que partiellement l'impact des augmentations annuelles prenant effet le 1^{er} janvier, et bénéficiaient d'ajustements positifs des coûts de la rémunération variable.

Situation financière

BILAN CONDENSÉ

En milliers de dollars (Non vérifié)	AU 31 JANVIER 2010	AU 31 OCTOBRE 2009	AU 31 JANVIER 2009
ACTIF			
Liquidités	239 346 \$	300 616 \$	290 698 \$
Valeurs mobilières	4 688 760	4 432 183	3 653 855
Valeurs acquises en vertu de conventions de revente	815 449	536 064	575 339
Prêts, montant net	16 209 912	15 601 307	14 215 139
Autres actifs	1 230 440	1 294 610	1 133 116
	23 183 907 \$	22 164 780 \$	19 868 147 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
Dépôts	18 426 334 \$	18 299 966 \$	15 572 870 \$
Autres passifs	3 415 700	2 543 588	3 039 836
Débitures subordonnées	150 000	150 000	150 000
Capitaux propres	1 191 873	1 171 226	1 105 441
	23 183 907 \$	22 164 780 \$	19 868 147 \$

L'actif au bilan a augmenté de plus de 1,0 milliard \$ par rapport au 31 octobre 2009 et s'élevait à 23,2 milliards \$ au 31 janvier 2010. Au cours des douze derniers mois, l'actif au bilan a augmenté de 3,3 milliards \$, soit de 17 %.

Actif liquide

L'actif liquide, incluant l'encaisse, les dépôts auprès d'autres banques, les valeurs mobilières et les valeurs acquises en vertu de conventions de revente ont augmenté de 0,5 milliard \$, en raison principalement de l'augmentation des inventaires de titres de négociation. La Banque continue de maintenir un haut niveau de liquidités afin de soutenir son développement.

Portefeuille de prêts

Le portefeuille de prêts et acceptations bancaires s'élevait à 16,6 milliards \$ au 31 janvier 2010, soit une augmentation de 0,6 milliard \$ par rapport au 31 octobre 2009. La Banque a connu un autre solide trimestre, marqué par d'importants volumes de nouveaux engagements et de déboursés. Les prêts hypothécaires résidentiels, y compris les prêts titrisés, ont augmenté de 414,5 millions \$, comme l'indique le tableau ci-dessous.

PORTEFEUILLE DE PRÊTS HYPOTHÉCAIRES RÉSIDENTIELS

En milliers de dollars (Non vérifié)	AU 31 JANVIER 2010	AU 31 OCTOBRE 2009	VARIATION
Prêts hypothécaires résidentiels inscrits au bilan	7 695 123 \$	7 219 830 \$	475 293 \$
Prêts hypothécaires résidentiels titrisés (hors bilan)	2 641 960	2 702 762	(60 802)
Total des prêts hypothécaires résidentiels, incluant les prêts titrisés	10 337 083 \$	9 922 592 \$	414 491 \$

Les prêts hypothécaires commerciaux et les prêts commerciaux, y compris les acceptations bancaires, ont augmenté de plus de 60,2 millions \$ et 62,5 millions \$ respectivement, alors que la Banque a continué à tirer profit des opportunités de croissance offertes par le marché canadien. Les prêts personnels ont augmenté de 46,2 millions \$, reflétant ainsi principalement la croissance des prêts à l'investissement et des marges de crédit hypothécaire.

Dépôts

Compte tenu de conditions de marché dans l'ensemble moins attrayantes pour l'épargne personnelle, le total des dépôts des particuliers a diminué de 43,1 millions \$ au cours du trimestre et s'établissait à 15,1 milliards \$ au 31 janvier 2010, alors que la Banque veillait de manière proactive à la gestion de ses niveaux de liquidités et de ses coûts de financement. Les dépôts des particuliers demeurent une source de financement particulièrement stable pour la Banque, en raison de leur disponibilité et de leur faible coût en regard des dépôts institutionnels. Au cours du premier trimestre 2010, le niveau des dépôts d'entreprises et autres dépôts a augmenté de 169,5 millions \$, portant ainsi l'augmentation nette du total des dépôts à 126,4 millions \$. Les volumes de dépôts liés au Compte d'investissement à intérêt élevé de B2B Trust ont augmenté de 80,3 millions \$ au cours du trimestre, ce compte demeurant fort populaire auprès des conseillers financiers. Au 31 janvier 2010, les dépôts des particuliers représentaient 82 % du total des dépôts qui s'élevait à 18,4 milliards \$.

Capitaux propres

Les capitaux propres s'élevaient à 1 191,9 millions \$ au 31 janvier 2010, comparativement à 1 171,2 millions \$ au 31 octobre 2009. Cette augmentation des capitaux propres est attribuable principalement au revenu net accumulé au cours du dernier trimestre.

La valeur comptable de l'action ordinaire de la Banque, excluant le cumul des autres éléments du résultat étendu, s'établissait à 39,52 \$ au 31 janvier 2010, comparativement à 38,68 \$ au 31 octobre 2009. Au 23 février 2010, le nombre d'actions ordinaires en circulation s'élevait à 23 920 962 et le nombre d'options, à 54 075.

Actif administré

L'actif administré s'élevait à 14,3 milliards \$ au 31 janvier 2010, soit au même niveau qu'au 31 octobre 2009, et en hausse de 1,1 milliard \$ par rapport au 31 janvier 2009 alors qu'il s'élevait à 13,2 milliards \$. Cette augmentation par rapport au 31 janvier 2009 est attribuable au redressement de la valeur marchande de l'actif administré, particulièrement en ce qui concerne les régimes enregistrés d'épargne-retraite autogérés, les actifs de courtage des clients et les fonds communs de placement.

Gestion du capital

Le capital réglementaire de première catégorie de la Banque s'établissait à 1 066,4 millions \$ au 31 janvier 2010, comparativement à 1 045,8 millions \$ au 31 octobre 2009. Les ratios BRI de capital de première catégorie et de capital total atteignaient 11,0 % et 12,9 % respectivement au 31 janvier 2010, comparativement à 11,0 % et 13,0 % respectivement au 31 octobre 2009. Ces ratios demeurent solides. Le ratio de 9,1 % des capitaux propres tangibles attribuables aux actionnaires ordinaires atteste également le haut niveau de qualité du capital de la Banque.

CAPITAL RÉGLEMENTAIRE - BRI

En milliers de dollars, sauf les montants en pourcentage (Non vérifié)	AU 31 JANVIER 2010	AU 31 OCTOBRE 2009	AU 31 JANVIER 2009
Total – fonds propres de catégorie 1 (A)	1 066 390 \$	1 045 824 \$	976 343 \$
Ratio BRI de première catégorie (A/C)	11,0 %	11,0 %	10,1 %
Total – fonds propres (B)	1 255 570 \$	1 235 866 \$	1 169 558 \$
Ratio BRI total (B/C)	12,9 %	13,0 %	12,1 %
Total de l'actif pondéré en fonction des risques (C)	9 708 653 \$	9 480 823 \$	9 677 216 \$
Ratio actif / fonds propres	18,6 x	18,0 x	17,1 x
Capitaux propres tangibles attribuables aux actionnaires ordinaires sur l'actif pondéré en fonction des risques ⁽¹⁾	9,1 %	9,1 %	8,3 %

(1) Les capitaux propres tangibles attribuables aux actionnaires ordinaires sont définis comme étant les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, excluant le Cumul des autres éléments du résultat étendu, moins les écarts d'acquisition et les actifs incorporels liés aux relations contractuelles et relations-clients.

ACTIF PONDÉRÉ EN FONCTION DES RISQUES

En milliers de dollars (Non vérifié)	AU 31 JANVIER 2010	AU 31 OCTOBRE 2009	AU 31 JANVIER 2009
Éléments inscrits au bilan			
Liquidités	17 125 \$	12 697 \$	36 375 \$
Valeurs mobilières	251 415	220 257	265 356
Prêts hypothécaires	3 385 374	3 222 867	2 516 066
Autres prêts et engagements de clients en contrepartie d'acceptations	3 838 350	3 807 878	5 060 187
Autres éléments d'actifs	494 654	516 561	416 886
Total - éléments inscrits au bilan	7 986 918	7 780 260	8 294 870
Éléments hors bilan	543 972	547 050	293 121
Risque opérationnel	1 177 763	1 153 513	1 089 225
Total - actif pondéré en fonction des risques	9 708 653 \$	9 480 823 \$	9 677 216 \$

Proposition par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire de nouvelles règles de mesure du capital et des liquidités

Au mois de décembre 2009, le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire a rendu publiques des propositions relatives à de nouvelles méthodes de calcul du capital et des liquidités. La Banque procède actuellement à l'examen de ces nouvelles propositions qui ne devraient cependant pas entrer en vigueur avant la fin de 2012, au plus tôt. À ce stade-ci, il est encore trop tôt pour évaluer l'impact de ces exigences en ce qui a trait aux ratios de capital et aux liquidités, et ce, d'autant plus que ces propositions sont susceptibles d'être modifiées avant l'adoption des règlements définitifs.

Dividendes

Lors de sa réunion tenue le 24 février 2010, le conseil d'administration de la Banque a annoncé le paiement de dividendes réguliers pour les diverses séries d'actions privilégiées aux actionnaires inscrits en date du 9 mars 2010. Au cours d'une autre réunion tenue le 3 mars 2010, le conseil d'administration a annoncé le versement d'un dividende de 0,36 \$ par action ordinaire, payable le 1^{er} mai 2010, aux actionnaires inscrits en date du 1^{er} avril 2010.

Gestion des risques

De par la nature même de ses activités, la Banque est exposée à divers types de risques dont, principalement, des risques liés à l'utilisation d'instruments financiers. Afin de bien gérer ces risques, des mesures de contrôle, telles que des politiques de gestion des risques et des limites de risque, ont été mises en œuvre. L'objectif de ces mesures est d'optimiser le ratio rendement/risques dans toutes les sphères d'activité de la Banque. De plus amples renseignements sur le Cadre de gestion intégrée des risques de la Banque sont fournis dans le Rapport annuel 2009.

Risque de crédit

Les sections suivantes fournissent une information détaillée sur la qualité de crédit des portefeuilles de prêts de la Banque. La note 2 des états financiers consolidés intermédiaires fournit également de plus amples renseignements sur les portefeuilles de prêts de la Banque et sur les risques de crédit qui y sont reliés.

PROVISION POUR PERTES SUR PRÊTS IMPUTÉE À L'ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS

En milliers de dollars (Non vérifié)	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE		
	31 JANVIER 2010	31 OCTOBRE 2009	31 JANVIER 2009
Portefeuille de prêts			
Prêts personnels	8 658 \$	9 749 \$	9 173 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	263	524	670
Prêts hypothécaires commerciaux	794	360	19
Prêts commerciaux et autres	6 285	5 367	2 138
Total	16 000 \$	16 000 \$	12 000 \$

La provision pour pertes sur prêts s'établissait à 16,0 millions \$ pour le premier trimestre 2010, comparativement à 12,0 millions \$ pour le premier trimestre 2009 et 16,0 millions \$ pour le quatrième trimestre 2009. Cette augmentation est essentiellement reliée à des provisions spécifiques sur les portefeuilles de prêts commerciaux, compte tenu du fait que les conditions économiques actuelles, plutôt ternes, ont affecté certaines entreprises plus fragiles. Entre temps, et tel que la Banque l'escomptait, les pertes sur prêts sur les portefeuilles de prêts à la consommation se sont stabilisées.

Les prêts douteux bruts s'établissaient à 157,4 millions \$ au 31 janvier 2010, comparativement à 137,5 millions \$ au 31 octobre 2009. Cette augmentation résulte principalement des prêts commerciaux et des prêts hypothécaires commerciaux. Les prêts hypothécaires résidentiels douteux ont également légèrement augmenté au cours du premier trimestre. La qualité de crédit des autres portefeuilles de prêts aux particuliers s'est cependant stabilisée au cours du trimestre, en raison de l'amélioration de la conjoncture économique et des mesures adoptées par la Banque afin d'abaisser le profil de risque de ses portefeuilles.

PROVISIONS POUR PERTES SUR PRÊTS

En milliers de dollars, sauf les montants en pourcentage (Non vérifié)	AU 31 JANVIER 2010	AU 31 OCTOBRE 2009	AU 31 JANVIER 2009
Prêts douteux bruts	157 373 \$	137 494 \$	124 619 \$
Provisions pour pertes sur prêts	121 364	114 546	111 608
Prêts douteux nets	36 009 \$	22 948 \$	13 011 \$
Prêts douteux en % des prêts, acceptations bancaires et valeurs acquises en vertu de conventions de revente			
Bruts	0,90 %	0,83 %	0,83 %
Nets	0,21 %	0,14 %	0,09 %

Les prêts douteux nets s'élevaient à 36,0 millions \$ au 31 janvier 2010 (soit 0,21 % du total des prêts, acceptations bancaires et valeurs acquises en vertu de conventions de revente), comparativement à 23,0 millions \$ (0,14 %) au 31 octobre 2009.

Risque de marché

Le risque de marché correspond aux pertes financières que la Banque pourrait encourir en raison des fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers, à la suite de variations des paramètres qui sous-tendent leur évaluation, notamment les taux d'intérêt, les taux de change et les cours boursiers. Ce risque est inhérent aux activités de financement, de placement, de négociation et de gestion de l'actif et du passif (GAP) de la Banque.

L'objet des activités de gestion de l'actif et du passif est de contrôler le risque structurel de taux d'intérêt, qui correspond à l'impact potentiel défavorable des fluctuations des taux d'intérêt sur les revenus et la valeur économique de la Banque. La gestion dynamique du risque structurel vise à maximiser la rentabilité de la Banque tout en préservant la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Au 31 janvier 2010, l'effet sur la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et sur le revenu net d'intérêt avant impôts d'une hausse soudaine et soutenue de 1 % des taux d'intérêt demeurerait faible et se traduirait comme suit :

SENSIBILITÉ AU RISQUE STRUCTUREL DE TAUX D'INTÉRÊT

En milliers de dollars (Non vérifié)	AU 31 JANVIER 2010	AU 31 OCTOBRE 2009
Augmentation (diminution) des revenus nets d'intérêt avant impôts des 12 prochains mois	(5 302) \$	(4 779) \$
Variation de la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (Net des impôts sur les bénéfices)	(10 423) \$	(19 626) \$

La Banque gère de manière proactive sa position en matière de sensibilité aux taux d'intérêt afin de tirer parti de la conjoncture actuelle des courbes de rendement.

Information sectorielle

Cette section fournit un aperçu des opérations de la Banque, selon sa structure organisationnelle. Les services aux particuliers, aux entreprises, aux intermédiaires financiers et aux clients institutionnels sont offerts par l'entremise des secteurs d'activités suivants :

- Particuliers et PME Québec
- Immobilier et Commercial
- B2B Trust
- Valeurs mobilières Banque Laurentienne et Marchés des capitaux
- Autres

En date du 1^{er} novembre 2009, certaines activités liées aux marchés des capitaux, présentées auparavant dans les résultats du secteur Autres, sont dorénavant présentées dans les résultats d'un nouveau secteur d'activité : Valeurs mobilières Banque Laurentienne et Marchés des capitaux. De plus, les résultats des opérations de change étranger et des services internationaux, lesquels étaient également présentés auparavant dans les résultats du secteur Autres, sont maintenant présentés dans les résultats du secteur Immobilier et Commercial. Les secteurs Particuliers et PME Québec et B2B Trust ne sont pas affectés par cette réorganisation. Les données comparatives ont été reclassées selon la présentation des données pour la période courante.

Particuliers et PME Québec

En milliers de dollars, sauf les montants en pourcentage (Non vérifié)	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE		
	31 JANVIER 2010	31 OCTOBRE 2009	31 JANVIER 2009
Revenu total	112 503 \$	108 274 \$	104 799 \$
Provision pour pertes sur prêts	9 790 \$	11 815 \$	9 535 \$
Bénéfice découlant des activités poursuivies	12 552 \$	10 013 \$	10 180 \$
Bénéfice net	12 552 \$	21 482 \$	10 180 \$
Ratio d'efficacité	76,9 %	77,0 %	78,5 %

La contribution du secteur Particuliers et PME Québec au bénéfice net a augmenté de 23 % et s'élevait à 12,6 millions \$ pour le premier trimestre 2010, comparativement à 10,2 millions \$ pour le premier trimestre 2009.

Le revenu total a augmenté de 7,7 millions \$, passant de 104,8 millions \$ pour le premier trimestre 2009 à 112,5 millions \$ pour le premier trimestre 2010. Ce résultat découle de l'augmentation des volumes de prêts et de dépôts, de l'amélioration des marges d'intérêt et de l'augmentation des revenus tirés des frais. Les pertes sur prêts sont demeurées relativement inchangées et s'établissaient à 9,8 millions \$ pour le premier trimestre 2010, comparativement à 9,5 millions \$ pour le premier trimestre 2009, alors que la qualité de crédit des portefeuilles de prêts aux particuliers s'est stabilisée. Il s'agit là toutefois d'une amélioration par rapport au quatrième trimestre 2009, alors que les pertes sur prêts s'élevaient à

11,8 millions \$. Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 5 %, ou 4,3 millions \$, passant de 82,2 millions \$ pour le premier trimestre 2009 à 86,5 millions \$ pour le premier trimestre 2010. Cette augmentation est attribuable principalement aux augmentations des salaires et avantages sociaux consenties en 2009, ainsi qu'à l'augmentation des effectifs aux fins de développement des affaires.

Faits saillants du bilan

- Augmentation des prêts de 9 %, ou 984,7 millions \$, au cours des douze derniers mois
- Augmentation des dépôts de 830,0 millions \$, à 8,5 milliards \$ en date du 31 janvier 2010

Immobilier et Commercial

Les résultats des opérations de change étranger et des services internationaux, présentés auparavant dans les résultats du secteur Autres, sont maintenant présentés dans les résultats du secteur Immobilier et Commercial. Les données comparatives ont été reclassées selon la présentation des données pour la période courante.

En milliers de dollars, sauf les montants en pourcentage (Non vérifié)	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE		
	31 JANVIER 2010	31 OCTOBRE 2009	31 JANVIER 2009
Revenu total	27 590 \$	26 597 \$	19 986 \$
Provision pour pertes sur prêts	5 150 \$	2 897 \$	1 654 \$
Bénéfice net	12 688 \$	7 611 \$	8 040 \$
Ratio d'efficacité	15,4 %	47,5 %	33,2 %

La contribution du secteur Immobilier et Commercial au bénéfice net a augmenté de 58 % et s'élevait à 12,7 millions \$ pour le premier trimestre 2010, comparativement à 8,0 millions \$ pour le premier trimestre 2009.

Le revenu total a augmenté de 7,6 millions \$, passant de 20,0 millions \$ pour le premier trimestre 2009 à 27,6 millions \$ pour le premier trimestre 2010. Ce résultat est attribuable principalement à l'augmentation du revenu net d'intérêt, générée par la croissance des volumes de prêts, ainsi qu'aux mesures de retarification mises en œuvre au cours de l'exercice financier 2009. Les pertes sur prêts ont augmenté et s'établissaient à 5,2 millions \$ pour le premier trimestre 2010, comparativement à 1,7 million \$ pour le premier trimestre 2009, alors que la Banque établissait des provisions à l'égard de certains comptes défectueux. Néanmoins, à 73 points de base du portefeuille moyen de prêts et d'acceptations bancaires, ces pertes sont demeurées à un niveau acceptable et la qualité de crédit du portefeuille est dans l'ensemble demeurée satisfaisante. Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 2,4 millions \$ et s'établissaient à 4,2 millions \$ pour le premier trimestre 2010, comparativement à 6,6 millions \$ pour le premier trimestre 2009, en raison principalement de la résolution, en partie, de certaines questions d'ordre opérationnel au cours de ce premier trimestre 2010, ce qui a généré un ajustement positif de 2,1 millions \$ aux frais autres que d'intérêt.

Fait saillant du bilan

- Augmentation des prêts et acceptations bancaires de 24 %, ou 542,4 millions \$, au cours des douze derniers mois

B2B Trust

En milliers de dollars, sauf les montants en pourcentage (Non vérifié)	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE		
	31 JANVIER 2010	31 OCTOBRE 2009	31 JANVIER 2009
Revenu total	29 837 \$	26 412 \$	23 501 \$
Provision pour pertes sur prêts	1 060 \$	1 288 \$	811 \$
Bénéfice net	11 061 \$	7 468 \$	8 126 \$
Ratio d'efficacité	42,3 %	53,7 %	45,9 %

La contribution de B2B Trust au bénéfice net a augmenté de 36 % et s'élevaient à 11,1 millions \$ pour le premier trimestre 2010, comparativement à 8,1 millions \$ pour le premier trimestre 2009.

Le revenu total a augmenté de 6,3 millions \$, passant de 23,5 millions \$ pour le premier trimestre 2009 à 29,8 millions \$ pour le premier trimestre 2010. Le revenu net d'intérêt a augmenté de manière significative, soit de 6,2 millions \$, grâce à l'effet conjugué de la croissance des volumes et du redressement des marges. Les pertes sur prêts, y compris les pertes reliées à des activités de prêts à l'investissement, sont demeurées faibles et s'établissaient à 1,1 million \$ pour le premier trimestre 2010, comparativement à 0,8 million \$ pour le premier trimestre 2009. Les frais autres que d'intérêt ont augmenté et s'élevaient à 12,6 millions \$ pour le premier trimestre 2010, comparativement à 10,8 millions \$ pour le premier trimestre

2009, en raison principalement de l'augmentation des salaires et avantages sociaux et de l'augmentation des coûts relatifs aux technologies.

Faits saillants du bilan

- Augmentation des prêts de 15 %, ou 643,9 millions \$, au cours des douze derniers mois
- Augmentation des dépôts de 2,3 milliards \$ au cours des douze derniers mois, pour un total de 9,0 milliards \$ au 31 janvier 2010

Valeurs mobilières Banque Laurentienne et Marchés des capitaux

En date du 1^{er} novembre 2009, certaines activités liées aux marchés des capitaux, présentées auparavant dans les résultats du secteur Autres, sont dorénavant présentées dans les résultats d'un nouveau secteur d'activité : Valeurs mobilières Banque Laurentienne et Marchés des capitaux. Les données comparatives ont été reclassées selon la présentation des données pour la période courante.

En milliers de dollars, sauf les montants en pourcentage (Non vérifié)	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE		
	31 JANVIER	31 OCTOBRE	31 JANVIER
	2010	2009	2009
Revenu total	14 487 \$	18 483 \$	12 262 \$
Bénéfice net	1 834 \$	2 730 \$	2 523 \$
Ratio d'efficacité	80,6 %	73,5 %	70,5 %

La contribution de Valeurs mobilières Banque Laurentienne et Marchés des capitaux au bénéfice net s'élevait à 1,8 million \$ pour le premier trimestre 2010, comparativement à 2,5 millions \$ pour le premier trimestre 2009. Les revenus ont augmenté de plus de 18 %, soit de 14,5 millions \$, au cours du premier trimestre 2010, grâce à la solide performance de la division Institutionnel - Revenu fixe et aux progrès réalisés au sein des divisions Services aux particuliers et Institutionnel-Actions. Les frais autres que d'intérêt ont augmenté et s'établissaient à 11,7 millions \$ pour le premier trimestre 2010, comparativement à 8,7 millions \$ pour le premier trimestre 2009, en raison principalement de l'augmentation des coûts de la rémunération variable. Par ailleurs, l'entente de règlement conclue au cours du premier trimestre entre Valeurs mobilières Banque Laurentienne et l'Autorité des marchés financiers relativement au papier commercial adossé à des actifs non bancaire n'a pas eu d'impact significatif sur les dépenses, étant donné que la plus grande partie des coûts de cette entente avait déjà été provisionnée au cours de périodes précédentes.

Fait saillant du bilan

- Augmentation des biens sous gestion de 31 %, ou 490,6 millions \$, au cours des douze derniers mois

Autres

Certaines activités liées aux marchés des capitaux, de même que les opérations de change étranger et des services internationaux, présentées auparavant dans les résultats du secteur Autres, sont dorénavant présentées dans les résultats des secteurs d'activité Valeurs mobilières Banque Laurentienne et Marchés des capitaux et Immobilier et Commercial. Les données comparatives ont été reclassées selon la présentation des données pour la période courante.

En milliers de dollars (Non vérifié)	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE		
	31 JANVIER	31 OCTOBRE	31 JANVIER
	2010	2009	2009
Revenu total	(3 968) \$	(1 226) \$	(4 011) \$
Perte nette	(6 121) \$	(1 043) \$	(3 822) \$

Le secteur Autres a affiché une contribution négative de 6,1 millions \$ au bénéfice net de la Banque pour le premier trimestre 2010, comparativement à une contribution négative de 3,8 millions \$ pour le premier trimestre 2009. Le revenu net d'intérêt s'est amélioré, passant d'un résultat négatif de 13,8 millions \$ pour le premier trimestre 2009 à un résultat négatif de 8,8 millions \$ pour le premier trimestre 2010. Pour le premier trimestre 2009, le revenu net d'intérêt avait été particulièrement affecté par l'augmentation des coûts de financement.

Pour le premier trimestre 2010, les autres revenus s'élevaient à 4,9 millions \$, comparativement à 9,8 millions \$ pour le premier trimestre 2009. Cette baisse de rentabilité est attribuable principalement à la baisse des revenus de titrisation qui a plus que contrebalancé les améliorations réalisées dans d'autres activités de trésorerie.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté et s'établissaient à 5,4 millions \$ pour le premier trimestre 2010, comparativement à 2,4 millions \$ pour le premier trimestre 2009, en raison principalement de l'augmentation des coûts relatifs aux technologies et des ajustements relatifs aux taxes sur le capital.

Données financières supplémentaires - Résultats trimestriels

En milliers de dollars, sauf les montants par action et les montants en pourcentage (Non vérifié)	31 JANVIER 2010	31 OCTOBRE 2009	31 JUILLET 2009	30 AVRIL 2009	31 JANVIER 2009	31 OCTOBRE 2008	31 JUILLET 2008	30 AVRIL 2008
Revenu total	180 449 \$	178 540 \$	176 657 \$	154 768 \$	156 537 \$	152 811 \$	171 095 \$	155 505 \$
Bénéfice découlant des activités poursuivies	32 014 \$	26 779 \$	28 683 \$	21 155 \$	25 047 \$	22 910 \$	30 937 \$	25 149 \$
Bénéfice net	32 014 \$	38 248 \$	28 683 \$	21 155 \$	25 047 \$	27 333 \$	30 937 \$	25 149 \$
Résultat par action ordinaire découlant des activités poursuivies								
de base	1,21 \$	0,99 \$	1,08 \$	0,76 \$	0,92 \$	0,84 \$	1,17 \$	0,93 \$
dilué	1,21 \$	0,99 \$	1,08 \$	0,76 \$	0,91 \$	0,84 \$	1,17 \$	0,93 \$
Résultat net par action ordinaire								
de base	1,21 \$	1,47 \$	1,08 \$	0,76 \$	0,92 \$	1,02 \$	1,17 \$	0,93 \$
dilué	1,21 \$	1,47 \$	1,08 \$	0,76 \$	0,91 \$	1,02 \$	1,17 \$	0,93 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ⁽¹⁾	12,3 %	15,3 %	11,6 %	8,5 %	10,0 %	11,5 %	13,4 %	11,2 %
Actif au bilan (en millions de dollars)	23 184 \$	22 165 \$	21 316 \$	20 403 \$	19 868 \$	19 579 \$	19 301 \$	18 383 \$

(1) Relativement au calcul du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, la Banque considère que le bénéfice net constitue la meilleure mesure de rentabilité et que les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, excluant le Cumul des autres éléments du résultat étendu, seraient utilisés comme mesure du capital. Le calcul de la valeur comptable de la Banque est également basé sur les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, excluant le Cumul des autres éléments du résultat étendu.

Conventions comptables

Un sommaire des principales conventions comptables utilisées par la Banque est présenté aux notes 2 et 3 afférentes aux états financiers annuels consolidés et vérifiés de l'exercice 2009. Aux pages 51 à 53 du Rapport annuel 2009 apparaît également une analyse des conventions et estimations comptables critiques qui réfèrent à des montants importants présentés aux états financiers consolidés ou exigent de la direction qu'elle pose des jugements. Les états financiers consolidés intermédiaires pour le premier trimestre 2010 ont été préparés conformément à ces conventions comptables.

Modifications de conventions comptables à venir

Normes internationales d'information financière

Au mois de février 2008, le Conseil des normes comptables (CNC) du Canada a confirmé la convergence des normes d'information financière pour les sociétés ouvertes canadiennes avec les Normes internationales d'information financière (IFRS). La Banque appliquera les IFRS pour les états financiers intermédiaires et annuels des exercices financiers débutant le 1^{er} novembre 2011 ou après. La Banque a élaboré un plan de conversion et constitué une équipe de projet chargée de coordonner cette conversion.

La Banque a analysé ces nouvelles normes, particulièrement en ce qui concerne la comptabilisation des instruments financiers, y compris les opérations de titrisation, les transactions de couverture et les pertes sur prêts. Les normes relatives aux avantages sociaux futurs des employés, aux regroupements d'entreprises, aux impôts sur les bénéfices et à la rémunération à base d'actions ont également fait l'objet d'une analyse en profondeur. De plus, la Banque surveille étroitement l'incidence potentielle de tels changements sur les exigences relatives au capital.

En 2009, l'*International Accounting Standards Board* (IASB) a proposé des modifications majeures aux normes comptables régissant la comptabilisation des instruments financiers, y compris les opérations de titrisation, les transactions de couverture et les pertes sur prêts. Étant donné que ces modifications doivent encore être finalisées, leur impact potentiel ne peut être établi à ce moment-ci.

L'analyse des conséquences, du point de vue comptable, pour ces éléments, de même que pour toute autre question liée à l'état de préparation de la Banque à assurer une conversion ordonnée aux IFRS, se poursuivra tout au long de l'exercice financier en cours.

Régie d'entreprise et modifications au contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le conseil d'administration et le comité de vérification de la Banque Laurentienne ont examiné ce communiqué avant sa diffusion aujourd'hui. Les mécanismes et procédures de contrôle de l'information financière permettent au président et chef de la direction et au vice-président exécutif et chef de la direction financière, de veiller à ce que les états financiers consolidés intermédiaires de la Banque soient présentés fidèlement.

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2010, il n'y a eu aucune modification aux politiques, procédures et autres processus de la Banque relatifs au contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence importante sur son contrôle interne à l'égard de l'information financière.

À propos de la Banque Laurentienne

La Banque Laurentienne du Canada est une institution bancaire dont les activités s'étendent à l'échelle du Canada. Elle offre à ses clientèles tout un éventail de services financiers diversifiés et se distingue grâce à l'excellence de son service et à son accessibilité. La Banque dessert les particuliers et les petites et moyennes entreprises, et elle offre également ses produits à un vaste réseau d'intermédiaires financiers indépendants par l'entremise de B2B Trust. Enfin, elle offre des services de courtage de plein exercice par l'intermédiaire de Valeurs mobilières Banque Laurentienne.

La Banque Laurentienne est solidement implantée au Québec, où elle exploite le troisième plus important réseau de succursales bancaires. Ailleurs au Canada, la Banque est active dans des segments de marché spécifiques où elle détient une position de choix. La Banque Laurentienne du Canada gère un actif au bilan de plus de 23 milliards \$, de même que des actifs administrés de plus de 14 milliards \$. Fondée en 1846, elle emploie aujourd'hui plus de 3 600 personnes.

Conférence téléphonique

La Banque Laurentienne du Canada invite les représentants des médias et le public à se joindre aux analystes financiers pour la conférence téléphonique qui se tiendra le mercredi 3 mars 2010, à compter de 14 h 00, heure de l'Est. Un numéro de téléphone sans frais — 1-866-226-1792 — permet d'écouter cette conférence en direct, en mode écoute seulement.

En mode différé, l'enregistrement de cette conférence téléphonique sera disponible de 18 h 00, le mercredi 3 mars 2010, à minuit, le mercredi 24 mars 2010, au numéro 1-800-408-3053, code 7078361#. Les personnes intéressées peuvent également écouter cette conférence sur le site Internet de la Banque — www.banquelaurentienne.ca — à la section Relations avec les investisseurs. Ce site fournit également de l'information financière additionnelle.

– 30 –

Chef de la direction financière

Michel C. Lauzon 514 284-4500 poste 7997

Relations médias
et Relations avec les investisseurs

Gladys Caron 514 284-4500 poste 7511
tél. cell. 514 893-3963

BILAN CONSOLIDÉ

EN MILLIERS DE DOLLARS (NON VÉRIFIÉ)	NOTES	AU 31 JANVIER 2010	AU 31 OCTOBRE 2009	AU 31 JANVIER 2009
ACTIF				
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques		64 984 \$	61 010 \$	49 730 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques		174 362	239 606	240 968
Valeurs mobilières				
Disponibles à la vente		1 117 045	1 424 043	1 320 675
Détenues à des fins de transaction		2 062 594	1 391 313	1 052 870
Désignées comme étant détenues à des fins de transaction		1 509 121	1 616 827	1 280 310
		4 688 760	4 432 183	3 653 855
Valeurs acquises en vertu de conventions de revente		815 449	536 064	575 339
Prêts				
Personnels	2 et 3	5 701 250	5 655 055	5 738 904
Hypothécaires résidentiels		7 695 123	7 219 830	6 137 137
Hypothécaires commerciaux		1 345 261	1 285 012	973 519
Commerciaux et autres		1 589 642	1 555 956	1 477 187
		16 331 276	15 715 853	14 326 747
Provisions cumulatives pour pertes sur prêts		(121 364)	(114 546)	(111 608)
		16 209 912	15 601 307	14 215 139
Autres				
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations		245 673	216 817	110 421
Immobilisations corporelles		57 614	58 163	59 171
Actif au titre d'instruments financiers dérivés		232 533	253 661	278 291
Écarts d'acquisition		53 790	53 790	53 790
Logiciels et autres actifs incorporels		100 592	103 386	93 972
Autres actifs		540 238	608 793	537 471
		1 230 440	1 294 610	1 133 116
		23 183 907 \$	22 164 780 \$	19 868 147 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES				
Dépôts				
Particuliers		15 095 538 \$	15 138 637 \$	13 168 403 \$
Entreprises, banques et autres		3 330 796	3 161 329	2 404 467
		18 426 334	18 299 966	15 572 870
Autres				
Engagements afférents à des valeurs vendues à découvert		1 515 677	1 054 470	905 329
Engagements afférents à des valeurs vendues en vertu de conventions de rachat		717 867	284 988	1 151 848
Acceptations		245 673	216 817	110 421
Passif au titre d'instruments financiers dérivés		172 239	174 859	134 029
Autres passifs		764 244	812 454	738 209
		3 415 700	2 543 588	3 039 836
Débitures subordonnées		150 000	150 000	150 000
Capitaux propres				
Actions privilégiées	4	210 000	210 000	210 000
Actions ordinaires	4	259 354	259 208	257 496
Surplus d'apport		218	209	185
Bénéfices non répartis		685 867	665 538	610 690
Cumul des autres éléments du résultat étendu	8	36 434	36 271	27 070
		1 191 873	1 171 226	1 105 441
		23 183 907 \$	22 164 780 \$	19 868 147 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS

POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE

EN MILLIERS DE DOLLARS,

SAUF LES DONNÉES PAR ACTION (NON VÉRIFIÉ)

	NOTES	31 JANVIER 2010	31 OCTOBRE 2009	31 JANVIER 2009
Revenu d'intérêt				
Prêts		182 747 \$	179 730 \$	190 648 \$
Valeurs mobilières		17 639	18 154	18 465
Dépôts auprès d'autres banques		53	102	3 014
Autres, incluant instruments financiers dérivés		34 076	39 764	22 275
		234 515	237 750	234 402
Frais d'intérêt				
Dépôts		111 498	117 048	129 074
Autres, incluant instruments financiers dérivés		351	516	4 678
Débitures subordonnées		1 950	1 951	1 947
		113 799	119 515	135 699
		120 716	118 235	98 703
Revenu net d'intérêt				
Autres revenus				
Frais et commissions sur prêts et dépôts		26 979	26 403	23 609
Revenus tirés des activités de courtage		12 665	16 926	8 691
Revenus de titrisation	3	4 180	5 551	10 525
Revenus d'assurance crédit		4 183	3 399	4 060
Revenus tirés de la vente de fonds communs de placement		3 526	3 383	2 836
Revenus de trésorerie et de marchés financiers		4 159	(99)	4 575
Revenus de régimes enregistrés autogérés		2 088	1 887	1 979
Autres		1 953	2 855	1 559
		59 733	60 305	57 834
Revenu total		180 449	178 540	156 537
Provision pour pertes sur prêts	2	16 000	16 000	12 000
Frais autres que d'intérêt				
Salaires et avantages sociaux		65 225	66 027	60 389
Frais d'occupation de locaux et technologie		32 142	31 948	27 985
Autres		23 016	30 168	22 358
		120 383	128 143	110 732
Bénéfice découlant des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices		44 066	34 397	33 805
Impôts sur les bénéfices		12 052	7 618	8 758
Bénéfice découlant des activités poursuivies		32 014	26 779	25 047
Bénéfice découlant des activités abandonnées, net des impôts sur les bénéfices		-	11 469	-
Bénéfice net		32 014 \$	38 248 \$	25 047 \$
Dividendes sur actions privilégiées, y compris les impôts afférents		3 074	3 066	3 222
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires		28 940 \$	35 182 \$	21 825 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)				
de base		23 919	23 878	23 848
dilué		23 935	23 903	23 872
Résultat par action ordinaire découlant des activités poursuivies				
de base		1,21 \$	0,99 \$	0,92 \$
dilué		1,21 \$	0,99 \$	0,91 \$
Résultat net par action ordinaire				
de base		1,21 \$	1,47 \$	0,92 \$
dilué		1,21 \$	1,47 \$	0,91 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT ÉTENDU

EN MILLIERS DE DOLLARS (NON VÉRIFIÉ)	NOTES	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE	
		31 JANVIER 2010	31 JANVIER 2009
Bénéfice net		32 014 \$	25 047 \$
Autres éléments du résultat étendu, net des impôts sur les bénéfices	8		
Gains (pertes) latents		2 798	(7 514)
sur les titres disponibles à la vente			
Reclassement aux résultats des (gains) pertes		(397)	717
sur les titres disponibles à la vente			
Variation de valeur nette des produits dérivés		(2 238)	15 041
désignés comme couverture de flux de trésorerie			
		163	8 244
Résultat étendu		32 177 \$	33 291 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

EN MILLIERS DE DOLLARS (NON VÉRIFIÉ)	NOTES	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE	
		31 JANVIER 2010	31 JANVIER 2009
Actions privilégiées			
Solde au début et à la fin de la période		210 000 \$	210 000 \$
Actions ordinaires	4		
Solde au début de la période		259 208	257 462
Émissions au cours de la période			
en vertu du régime d'options d'achat d'actions	5	146	34
Solde à la fin de la période		259 354	257 496
Surplus d'apport			
Solde au début de la période		209	173
Rémunération à base d'actions	5	9	12
Solde à la fin de la période		218	185
Bénéfices non répartis			
Solde au début de la période		665 538	596 974
Bénéfice net		32 014	25 047
Dividendes			
Actions privilégiées, y compris les impôts afférents		(3 074)	(3 222)
Actions ordinaires		(8 611)	(8 109)
Solde à la fin de la période		685 867	610 690
Cumul des autres éléments du résultat étendu	8		
Solde au début de la période		36 271	18 826
Autres éléments du résultat étendu, net des impôts sur les bénéfices		163	8 244
Solde à la fin de la période		36 434	27 070
Capitaux propres		1 191 873 \$	1 105 441 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE

31 JANVIER 2010	31 OCTOBRE 2009	31 JANVIER 2009
--------------------	--------------------	--------------------

EN MILLIERS DE DOLLARS (NON VÉRIFIÉ)

Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation

Bénéfice net	32 014 \$	38 248 \$	25 047 \$
Ajustements en vue de déterminer les flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation :			
Provision pour pertes sur prêts	16 000	16 000	12 000
Gains sur les activités de titrisation	(3 185)	(6 245)	(16 672)
Gain net découlant des activités abandonnées	-	(13 493)	-
Perte nette (gain net) sur disposition de valeurs mobilières détenues à des fins autres que de transaction	(1 789)	8 332	2 685
Impôts futurs	5 470	12 323	7 319
Amortissements	2 621	2 853	2 754
Amortissements des logiciels et autres actifs incorporels	6 381	6 097	5 291
Variation nette des valeurs mobilières détenues à des fins de transaction	(671 281)	(113 549)	16 327
Variation des intérêts courus à recevoir	12 463	(20 370)	9 376
Variation de l'actif au titre d'instruments financiers dérivés	21 128	(12 422)	(40 587)
Variation des intérêts courus à payer	(12 886)	18 861	(11 649)
Variation du passif au titre d'instruments financiers dérivés	(2 620)	35 511	(13 440)
Autres, net	2 137	43 672	(29 352)
	(593 547)	15 818	(30 901)

Flux de trésorerie liés aux activités de financement

Variation nette des dépôts	126 368	342 108	239 058
Variation des engagements afférents à des valeurs vendues à découvert	461 207	354 412	86 093
Variation des engagements afférents à des valeurs vendues en vertu de conventions de rachat	432 879	33 239	15 752
Émissions d'actions ordinaires	146	1 567	34
Dividendes, y compris les impôts afférents	(11 685)	(11 190)	(11 331)
	1 008 915	720 136	329 606

Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement

Variation des valeurs mobilières disponibles à la vente et désignées comme étant détenues à des fins de transaction	(1 023 593)	(2 127 317)	(998 916)
Acquisitions	1 448 322	1 695 154	835 849
Produit à la vente et à l'échéance	(726 143)	(656 019)	(387 043)
Variation des prêts			
Variation des valeurs acquises en vertu de conventions de revente	(279 385)	(132 103)	86 052
Produit de la titrisation de prêts hypothécaires	101 512	268 481	312 116
Acquisitions d'immobilisations corporelles et logiciels, déduction faite des cessions	(5 659)	(15 760)	(4 766)
Variation des dépôts productifs d'intérêt auprès d'autres banques	65 244	236 380	(146 677)
Flux de trésorerie découlant d'activités abandonnées	8 308	-	-
	(411 394)	(731 184)	(303 385)

Variation nette de l'encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques au cours de la période	3 974	4 770	(4 680)
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques en début de période	61 010	56 240	54 410
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques en fin de période	64 984 \$	61 010 \$	49 730 \$

Informations supplémentaires**relatives aux flux de trésorerie :**

Intérêts versés au cours de la période	126 503 \$	103 583 \$	146 603 \$
Impôts sur les bénéfices payés (recouvrés) au cours de la période	11 279 \$	(1 026) \$	8 289 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

TOUS LES CHIFFRES DES TABLEAUX SONT EN MILLIERS DE DOLLARS, SAUF INDICATIONS CONTRAIRES (NON VÉRIFIÉES)

1. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la Banque Laurentienne du Canada (la Banque) ont été préparés par la direction qui est responsable de l'intégrité et de la fidélité de l'information financière présentée. Ces états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada pour les états financiers intermédiaires et suivent les mêmes principales conventions comptables que celles utilisées aux états financiers consolidés annuels vérifiés de la Banque au 31 octobre 2009. Ces conventions comptables sont conformes aux PCGR. Par contre, ces états financiers consolidés intermédiaires ne reflètent pas toutes les informations et les divulgations requises par les PCGR pour des états financiers complets. Par conséquent, ces états financiers consolidés intermédiaires devraient être lus conjointement avec les états financiers consolidés annuels vérifiés au 31 octobre 2009. Les états financiers consolidés intermédiaires contiennent certains éléments qui sont établis selon les meilleures estimations et au meilleur du jugement de la direction. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Certains chiffres comparatifs ont été retraités en fonction de la présentation adoptée pour la période courante.

Modifications de conventions comptables à venir

Normes internationales d'information financière

Au mois de février 2008, le Conseil des normes comptables (CNC) du Canada a confirmé la convergence des normes d'information financière pour les sociétés ouvertes canadiennes avec les Normes internationales d'information financière (IFRS). La Banque appliquera les IFRS pour les états financiers intermédiaires et annuels des exercices financiers débutant le 1er novembre 2011 ou après. La Banque a élaboré un plan de conversion et constitué une équipe de projet chargée de coordonner cette conversion.

La Banque a analysé ces nouvelles normes, particulièrement en ce qui concerne la comptabilisation des instruments financiers, y compris les opérations de titrisation, les transactions de couverture et les pertes sur prêts. Les normes relatives aux avantages sociaux futurs des employés, aux regroupements d'entreprises, aux impôts sur les bénéfices et à la rémunération à base d'actions ont également fait l'objet d'une analyse en profondeur. De plus, la Banque surveille étroitement l'incidence potentielle de tels changements sur les exigences relatives au capital.

En 2009, l'International Accounting Standards Board (IASB) a proposé des modifications majeures aux normes comptables régissant la comptabilisation des instruments financiers, y compris les opérations de titrisation, les transactions de couverture et les pertes sur prêts. Étant donné que ces modifications doivent encore être finalisées, leur impact potentiel ne peut être établi à ce moment-ci.

L'analyse des conséquences, du point de vue comptable, pour ces éléments, de même que pour toute autre question liée à l'état de préparation de la Banque à assurer une conversion ordonnée aux IFRS, se poursuivra tout au long de l'exercice financier en cours.

2. PRÊTS

Prêts et prêts douteux

AU 31 JANVIER 2010

	MONTANT BRUT DES PRÊTS	MONTANT BRUT DES PRÊTS DOUTEUX	PROVISIONS SPÉCIFIQUES	PROVISIONS GÉNÉRALES	TOTAL DES PROVISIONS
Prêts personnels	5 701 250 \$	23 646 \$	7 354 \$	32 326 \$	39 680 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	7 695 123	33 778	1 958	3 071	5 029
Prêts hypothécaires commerciaux	1 345 261	21 091	3 319	4 246	7 565
Prêts commerciaux et autres	1 589 642	78 858	35 483	33 607	69 090
	16 331 276 \$	157 373 \$	48 114 \$	73 250 \$	121 364 \$

AU 31 OCTOBRE 2009

	MONTANT BRUT DES PRÊTS	MONTANT BRUT DES PRÊTS DOUTEUX	PROVISIONS SPÉCIFIQUES	PROVISIONS GÉNÉRALES	TOTAL DES PROVISIONS
Prêts personnels	5 655 055 \$	23 738 \$	7 048 \$	33 713 \$	40 761 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	7 219 830	32 368	1 878	2 956	4 834
Prêts hypothécaires commerciaux	1 285 012	11 230	2 525	5 000	7 525
Prêts commerciaux et autres	1 555 956	70 158	29 845	31 581	61 426
	15 715 853 \$	137 494 \$	41 296 \$	73 250 \$	114 546 \$

AU 31 JANVIER 2009

	MONTANT BRUT DES PRÊTS	MONTANT BRUT DES PRÊTS DOUTEUX	PROVISIONS SPÉCIFIQUES	PROVISIONS GÉNÉRALES	TOTAL DES PROVISIONS
Prêts personnels	5 738 904 \$	21 327 \$	7 564 \$	32 474 \$	40 038 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	6 137 137	23 308	1 826	3 901	5 727
Prêts hypothécaires commerciaux	973 519	6 199	1 902	5 444	7 346
Prêts commerciaux et autres	1 477 187	73 785	27 066	31 431	58 497
	14 326 747 \$	124 619 \$	38 358 \$	73 250 \$	111 608 \$

Provisions spécifiques pour pertes sur prêts

POUR LES TROIS MOIS
TERMINÉS LE 31 JANVIER

2010 2009

	PRÊTS PERSONNELS	PRÊTS HYPOTHÉCAIRES RÉSIDENTIELS	PRÊTS HYPOTHÉCAIRES COMMERCIAUX	PRÊTS COMMERCIAUX ET AUTRES	TOTAL DES PROVISIONS SPÉCIFIQUES	TOTAL DES PROVISIONS SPÉCIFIQUES
Solde en début de période	7 048 \$	1 878 \$	2 525 \$	29 845 \$	41 296 \$	39 184 \$
Provision pour pertes sur prêts imputée à l'état consolidé des résultats	8 658	263	794	6 285	16 000	12 000
Radiations	(9 992)	(238)	-	(653)	(10 883)	(13 988)
Recouvrements	1 640	55	-	6	1 701	1 162
Solde en fin de période	7 354 \$	1 958 \$	3 319 \$	35 483 \$	48 114 \$	38 358 \$

Prêts en souffrance mais non douteux

Les prêts personnels et hypothécaires résidentiels en souffrance du tableau ci-dessous ne sont pas classés comme douteux puisqu'ils sont en souffrance depuis moins de 90 jours ou puisqu'ils sont garantis de façon à ce qu'il soit raisonnable de s'attendre à un plein recouvrement. Le solde des prêts commerciaux en souffrance mais non douteux n'est pas significatif.

AU 31 JANVIER 2010

	DE 1 JOUR À 31 JOURS	DE 32 JOURS À 90 JOURS	PLUS DE 90 JOURS	TOTAL
Prêts personnels	107 609 \$	31 513 \$	6 653 \$	145 775 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	253 639	33 939	23 145	310 723
	361 248 \$	65 452 \$	29 798 \$	456 498 \$

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

2. PRÊTS (SUITE)

Prêts en souffrance mais non douteux (suite)

AU 31 OCTOBRE 2009

	DE 1 JOUR À 31 JOURS	DE 32 JOURS À 90 JOURS	PLUS DE 90 JOURS	TOTAL
Prêts personnels	88 479 \$	30 522 \$	6 275 \$	125 276 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	218 282	43 839	25 756	287 877
	306 761 \$	74 361 \$	32 031 \$	413 153 \$

3. TITRISATION DE PRÊTS

En vertu du programme de titres hypothécaires prévu à la *Loi nationale sur l'habitation*, la Banque titre des prêts hypothécaires résidentiels assurés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), par la création de titres hypothécaires. La Banque a aussi titrisé des prêts hypothécaires conventionnels avant 2008. Les gains avant impôts, nets des frais liés aux transactions, sont constatés dans les autres revenus.

Le tableau suivant résume les opérations de titrisation de prêts hypothécaires résidentiels réalisées par la Banque :

	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE		
	31 JANVIER 2010	31 OCTOBRE 2009	31 JANVIER 2009
Produit en espèces, net des frais liés aux transactions	101 512 \$	268 481 \$	312 116 \$
Droits relatifs aux intérêts excédentaires futurs	4 824	13 456	28 307
Passif de gestion	(689)	(2 199)	(2 798)
Autres	(400)	(3 212)	(5 058)
	105 247	276 526	332 567
Prêts hypothécaires résidentiels titrisés et vendus	(101 538)	(268 703)	(312 402)
Radiation des frais d'origination	(524)	(1 578)	(3 493)
Gains avant impôts, nets des frais liés aux transactions	3 185 \$	6 245 \$	16 672 \$

Relativement aux cessions de prêts hypothécaires résidentiels, les hypothèses clés utilisées pour déterminer la valeur initiale des droits conservés au moment de la titrisation se détaillent comme suit.

	AU COURS DU TRIMESTRE TERMINÉS LE		
	31 JANVIER 2010	31 OCTOBRE 2009	31 JANVIER 2009
Terme moyen pondéré (Mois)	27	32	35
Taux de remboursement anticipé	17,6 %	18,8 %	17,2 %
Taux d'actualisation	1,3 %	1,7 %	1,9 %

Aucune perte n'est prévue sur les prêts hypothécaires résidentiels assurés.

Le tableau suivant fournit le détail des revenus de titrisation tel que présentés à l'état consolidé des résultats.

	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE		
	31 JANVIER 2010	31 OCTOBRE 2009	31 JANVIER 2009
Gains sur les opérations de titrisation	3 185 \$	6 245 \$	16 672 \$
Variations de la juste valeur des droits conservés relatifs aux intérêts excédentaires, des swaps de titrisation et des instruments financiers détenus à des fins de couvertures économiques	667	(165)	(7 309)
Revenus de gestion	1 975	1 729	1 835
Autres	(1 647)	(2 258)	(673)
	4 180 \$	5 551 \$	10 525 \$

Au 31 janvier 2010, la Banque détenait des droits relatifs à des intérêts excédentaires futurs s'élevant à 89 744 000 \$ (desquels 87 274 000 \$ étaient liés à des hypothèques assurées) et des comptes de réserve au comptant de 11 401 000 \$.

L'encours total des prêts hypothécaires résidentiels titrisés s'élève à 2 641 960 000 \$ au 31 janvier 2010 (2 702 762 000 \$ au 31 octobre 2009).

4. CAPITAL-ACTIONS

Émissions d'actions ordinaires

Au cours du trimestre, 6 724 actions ordinaires ont été émises dans le cadre du régime d'option d'achat d'actions destiné aux dirigeants de la Banque, pour une contrepartie au comptant de 146 000 \$.

ÉMIS ET EN CIRCULATION	AU 31 JANVIER 2010		AU 31 OCTOBRE 2009	
	NOMBRE D' ACTIONS	MONTANT	NOMBRE D' ACTIONS	MONTANT
EN MILLIERS DE DOLLARS, SAUF LE NOMBRE D' ACTIONS				
Actions privilégiées de catégorie A ⁽¹⁾				
Série 9	4 000 000	100 000 \$	4 000 000	100 000 \$
Série 10	4 400 000	110 000	4 400 000	110 000
Total des actions privilégiées	8 400 000	210 000 \$	8 400 000	210 000 \$
Actions ordinaires	23 920 687	259 354 \$	23 913 963	259 208 \$

(1) Les actions privilégiées sont convertibles en actions ordinaires au gré de la Banque. Cependant, le nombre d'actions convertibles pouvant être émises ne peut être déterminé avant la date de la conversion.

Gestion du capital

Le capital doit rencontrer des exigences réglementaires minimales, telles que définies par le Bureau du Surintendant des institutions financières du Canada (BSIF) et des règles internes de suffisance de capital.

Les lignes directrices réglementaires émises par le BSIF exigent que les banques maintiennent un ratio de capital de première catégorie d'au moins 7% et un ratio de capital total d'au moins 10%. La Banque évalue son capital réglementaire en se basant sur la méthode standard pour le risque de crédit et la méthode de l'indicateur de base pour le risque opérationnel, telles qu'élaborées par le cadre normatif sur les fonds propres à risque de la Banque des règlements internationaux (Bâle II). De plus, les banques canadiennes doivent s'assurer que leur coefficient actif/ capital, qui correspond au montant brut de l'actif ajusté divisé par le capital total, n'excède pas le niveau maximal prescrit par le BSIF. La Banque s'est conformée à ces exigences tout au long de la période de trois mois se terminant le 31 janvier 2010.

5. RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

Régime d'options d'achat d'actions

Au cours des trois premiers mois de 2010, il n'y a pas eu de nouvel octroi. L'information relative au nombre d'options en cours s'établit comme suit :

	AU 31 JANVIER 2010	AU 31 OCTOBRE 2009
	NOMBRE	NOMBRE
Options d'achat d'actions		
En cours à la fin de la période	54 350	61 074
Pouvant être levées à la fin de la période	41 850	36 074

Programme d'unités d'actions restreintes

Au cours du 1^{er} trimestre de 2010, en vertu du programme d'unités d'actions restreintes, la prime annuelle de certains employés d'un montant de 1 651 000 \$ a été convertie en 38 268 unités d'actions restreintes entièrement acquises. La Banque a également attribué 22 961 unités d'actions restreintes additionnelles, lesquelles seront acquises en décembre 2012.

Programme d'unités d'actions de performance

Au cours du 1^{er} trimestre de 2010, en vertu du programme d'unité d'actions de performance, la Banque a octroyé 50 426 unités d'actions de performance d'une valeur de 43,15 \$ chacune. Les droits sur 37,5% de ces unités seront acquis après 3 ans. Les droits sur les unités restantes seront acquis après 3 ans, en fonction de l'atteinte d'objectifs financiers.

Régime de droits à la plus-value des actions

Il n'y a pas eu de nouvel octroi au cours du 1^{er} trimestre de 2010, en vertu du Régime de droits à la plus-value des actions.

Charge liée aux régimes de rémunération à base d'actions

Le tableau suivant présente la charge liée à l'ensemble des programmes de rémunération à base d'actions, net de l'effet des opérations de couverture.

	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE		
	31 JANVIER 2010	31 OCTOBRE 2009	31 JANVIER 2009
Charge liée aux régimes de rémunération à base d'actions	(71) \$	2 968 \$	(5 915) \$
Effet de la couverture	813	(2 804)	8 029
Total	742 \$	164 \$	2 114 \$

6. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE		
	31 JANVIER 2010	31 OCTOBRE 2009	31 JANVIER 2009
Charge liée aux régimes de retraite à prestations déterminées	1 907 \$	203 \$	1 471 \$
Charge du volet à cotisations déterminées	1 093	1 066	993
Charge liée aux autres régimes	853	1 174	832
Total	3 853 \$	2 443 \$	3 296 \$

7. NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ DILUÉ D' ACTIONS ORDINAIRES EN CIRCULATION

	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE		
	31 JANVIER 2010	31 OCTOBRE 2009	31 JANVIER 2009
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	23 919 297	23 878 495	23 848 489
Options d'achat d'actions dilutives	16 110	24 498	23 426
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation	23 935 407	23 902 993	23 871 915

8. INFORMATION ADDITIONNELLE SUR LES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU

Autres éléments du résultat étendu

	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE			POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE		
	31 JANVIER 2010			31 JANVIER 2009		
	AVANT IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	NETS DES IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	AVANT IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	NETS DES IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES
Gains nets (pertes nettes) latents sur les titres disponibles à la vente	4 052 \$	(1 254) \$	2 798 \$	(10 918) \$	3 404 \$	(7 514) \$
Reclassement aux résultats des (gains nets) et pertes nettes sur les titres disponibles à la vente	(575)	178	(397)	1 041	(324)	717
	3 477	(1 076)	2 401	(9 877)	3 080	(6 797)
Variation de valeur nette des produits dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(3 548)	1 310	(2 238)	22 386	(7 345)	15 041
Autres éléments du résultat étendu	(71) \$	234 \$	163 \$	12 509 \$	(4 265) \$	8 244 \$

Cumul des autres éléments du résultat étendu (net des impôts sur les bénéfices)

	COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE	TITRES DISPONIBLES À LA VENTE	CUMUL DES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU
Solde au 31 octobre 2009	32 596 \$	3 675 \$	36 271 \$
Variation au cours des trois mois terminés le 31 janvier 2010	(2 238)	2 401	163
Solde au 31 janvier 2010	30 358 \$	6 076 \$	36 434 \$

	COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE	TITRES DISPONIBLES À LA VENTE	CUMUL DES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU
Solde au 31 octobre 2008	35 417 \$	(16 591) \$	18 826 \$
Variation au cours des trois mois terminés le 31 janvier 2009	15 041	(6 797)	8 244
Solde au 31 janvier 2009	50 458	(23 388)	27 070
Variation au cours des trois mois terminés le 30 avril 2009	7 763	8 324	16 087
Variation au cours des trois mois terminés le 31 juillet 2009	(17 786)	11 797	(5 989)
Variation au cours des trois mois terminés le 31 octobre 2009	(7 839)	6 942	(897)
Solde au 31 octobre 2009	32 596 \$	3 675 \$	36 271 \$

9. INFORMATION ADDITIONNELLE SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS

Valeurs mobilières

Gains et pertes sur le portefeuille de titres disponibles à la vente

Les gains et pertes suivants ont été constatés aux résultats relativement aux titres disponibles à la vente.

	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE		
	31 JANVIER 2010	31 OCTOBRE 2009	31 JANVIER 2009
Gains nets (pertes nettes) réalisés	575 \$	(3 046) \$	(1 041) \$
Réductions de valeur constatées aux résultats	-	(426)	-
Total	575 \$	(3 472) \$	(1 041) \$

Gains et pertes non réalisés sur le portefeuille de titres disponibles à la vente

Le tableau suivant présente les gains et les pertes non réalisés bruts sur les titres disponibles à la vente, comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu.

	AU 31 JANVIER 2010			
	COÛT AMORTI	GAINS NON RÉALISÉS	PERTES NON RÉALISÉES	JUSTE VALEUR
Valeurs émises ou garanties				
par le Canada ⁽¹⁾	470 145 \$	27 \$	- \$	470 172 \$
par des provinces	432 093	6 414	-	438 507
Autres titres d'emprunt	111 746	6 999	68	118 677
Titres adossés à des actifs	19 142	254	446	18 950
Actions privilégiées	39 948	1 227	592	40 583
Actions ordinaires et autres	30 383	1 255	1 482	30 156
	1 103 457 \$	16 176 \$	2 588 \$	1 117 045 \$

	AU 31 OCTOBRE 2009			
	COÛT AMORTI	GAINS NON RÉALISÉS	PERTES NON RÉALISÉES	JUSTE VALEUR
Valeurs émises ou garanties				
par le Canada ⁽¹⁾	686 786 \$	69 \$	13 \$	686 842 \$
par des provinces	535 422	4 913	2	540 333
Autres titres d'emprunt	107 827	6 213	27	114 013
Titres adossés à des actifs	18 545	159	600	18 104
Actions privilégiées	38 839	763	1 262	38 340
Actions ordinaires et autres	26 959	1 062	1 610	26 411
	1 414 378 \$	13 179 \$	3 514 \$	1 424 043 \$

(1) Incluant les titres hypothécaires qui sont entièrement garantis par la SCHL en vertu de la Loi nationale sur l'habitation.

Les valeurs mobilières disponibles à la vente font l'objet d'un test de dépréciation à chaque date de clôture afin de déterminer s'il est probable de recouvrer le coût amorti de ces valeurs mobilières. Au 31 janvier 2010, les pertes brutes non réalisées sur les valeurs mobilières disponibles à la vente étaient de 2 588 000 \$. Ces pertes non réalisées se composent pour l'essentiel d'actions ordinaires et privilégiées négociées sur le marché. La Direction croit que ces pertes non réalisées sont temporaires compte tenu que la condition financière sous-jacente et les perspectives de ces émetteurs sont demeurées saines.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

9. INFORMATION ADDITIONNELLE SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Instruments financiers désignés comme étant détenus à des fins de transaction

Sous réserve que les désignations rencontrent certaines conditions spécifiques, la direction peut faire le choix de désigner des instruments financiers comme étant détenus à des fins de transaction dont les variations de juste valeur sont comptabilisées aux résultats. Certaines valeurs mobilières, droits conservés relatifs aux activités de titrisation et certains dépôts de particuliers ont été désignés comme étant détenus à des fins de transaction afin de réduire sensiblement une disparité de traitement en matière de comptabilisation qui aurait résulté du fait que les gains et les pertes sur ces éléments auraient été comptabilisés sur des bases différentes. Ces instruments financiers constituent des couvertures économiques pour d'autres instruments financiers qui sont évalués à la juste valeur. Par conséquent, les gains et pertes sur ces instruments sont généralement contrebalancés par les variations de valeurs d'autres instruments financiers. Le tableau suivant présente l'effet des variations de valeurs de ces instruments.

	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE		
	31 JANVIER 2010	31 OCTOBRE 2009	31 JANVIER 2009
Inclus dans les revenus de titrisation	6 637 \$	9 493 \$	21 246 \$
Inclus dans les revenus de trésorerie et de marchés financiers	-	23	(45)
Total	6 637 \$	9 516 \$	21 201 \$

Instruments financiers dérivés

Inefficacité relative aux relations de couverture

Le tableau suivant indique les portions inefficaces des variations cumulatives de juste valeur des instruments de couverture comptabilisées à l'état consolidé des résultats.

	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE		
	31 JANVIER 2010	31 OCTOBRE 2009	31 JANVIER 2009
Couvertures de flux de trésorerie	(65) \$	730 \$	35 \$
Couvertures de juste valeur	88	293	(770)
	23 \$	1 023 \$	(735) \$

Autres informations concernant les relations de couverture

Des gains nets reportés s'élevant à 19 299 000 \$, inclus dans le cumul des autres éléments du résultat étendu au 31 janvier 2010, devraient être reclassés à l'état consolidé des résultats au cours des douze prochains mois.

La durée maximale des relations de couverture de flux de trésorerie était de 5 ans au 31 janvier 2010.

10. INFORMATION SECTORIELLE

En date du 1^{er} novembre 2009, certaines activités liées aux marchés des capitaux, présentées auparavant dans les résultats du secteur Autres, sont dorénavant présentées dans les résultats d'un nouveau secteur d'activité : Valeurs mobilières Banque Laurentienne et Marchés des capitaux. De plus, les résultats des opérations de change étranger et des services internationaux, lesquels étaient également présentés auparavant dans les résultats du secteur Autres, sont maintenant présentés dans les résultats du secteur Immobilier et Commercial. Les secteurs Particuliers et PME Québec et B2B Trust ne sont pas affectés par cette réorganisation. Les données comparatives ont été reclassées selon la présentation des données pour la période courante.

	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE					
	31 JANVIER 2010					
	P ET PME- QUÉBEC	IC	B2B	VMBL/MC	AUTRES	TOTAL
Revenu net d'intérêt	81 811 \$	19 911 \$	27 340 \$	485 \$	(8 831) \$	120 716 \$
Autres revenus	30 692	7 679	2 497	14 002	4 863	59 733
Revenu total	112 503	27 590	29 837	14 487	(3 968)	180 449
Provision pour pertes sur prêts	9 790	5 150	1 060	-	-	16 000
Frais autres que d'intérêt	86 502	4 242	12 607	11 680	5 352	120 383
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	16 211	18 198	16 170	2 807	(9 320)	44 066
Impôts sur les bénéfices (récupération)	3 659	5 510	5 109	973	(3 199)	12 052
Bénéfice net (perte nette)	12 552 \$	12 688 \$	11 061 \$	1 834 \$	(6 121) \$	32 014 \$
Actif moyen ⁽¹⁾	11 752 657 \$	2 800 270 \$	4 738 833 \$	2 461 648 \$	741 713 \$	22 495 121 \$

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

10. INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE
31 OCTOBRE 2009

	P ET PME- QUÉBEC	IC	B2B	VMBL/MC	AUTRES	TOTAL
Revenu net d'intérêt	77 372 \$	19 622 \$	24 140 \$	509 \$	(3 408) \$	118 235 \$
Autres revenus	30 902	6 975	2 272	17 974	2 182	60 305
Revenu total	108 274	26 597	26 412	18 483	(1 226)	178 540
Provision pour pertes sur prêts	11 815	2 897	1 288	-	-	16 000
Frais autres que d'intérêt	83 403	12 621	14 186	13 591	4 342	128 143
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	13 056	11 079	10 938	4 892	(5 568)	34 397
Impôts sur les bénéfices (récupération)	3 043	3 468	3 470	2 162	(4 525)	7 618
Bénéfice (perte) découlant des activités poursuivies	10 013	7 611	7 468	2 730	(1 043)	26 779
Bénéfice découlant des activités abandonnées, net des impôts sur les bénéfices	11 469	-	-	-	-	11 469
Bénéfice net (perte nette)	21 482 \$	7 611 \$	7 468 \$	2 730 \$	(1 043) \$	38 248 \$
Actif moyen ⁽¹⁾	11 545 381 \$	2 667 797 \$	4 452 795 \$	1 823 272 \$	924 398 \$	21 413 643 \$

POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE
31 JANVIER 2009

	P ET PME- QUÉBEC	IC	B2B	VMBL/MC	AUTRES	TOTAL
Revenu net d'intérêt	76 254 \$	14 279 \$	21 115 \$	818 \$	(13 763) \$	98 703 \$
Autres revenus	28 545	5 707	2 386	11 444	9 752	57 834
Revenu total	104 799	19 986	23 501	12 262	(4 011)	156 537
Provision pour pertes sur prêts	9 535	1 654	811	-	-	12 000
Frais autres que d'intérêt	82 233	6 626	10 776	8 650	2 447	110 732
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	13 031	11 706	11 914	3 612	(6 458)	33 805
Impôts sur les bénéfices (récupération)	2 851	3 666	3 788	1 089	(2 636)	8 758
Bénéfice net (perte nette)	10 180 \$	8 040 \$	8 126 \$	2 523 \$	(3 822) \$	25 047 \$
Actif moyen ⁽¹⁾	10 740 803 \$	2 210 774 \$	4 164 755 \$	1 802 382 \$	690 787 \$	19 609 501 \$

P et PME-Québec - Le secteur Particuliers et PME-Québec couvre toute la gamme de produits d'épargne, d'investissement et de financement et les produits et services transactionnels offerts par l'entremise de son réseau direct comprenant les succursales, le réseau électronique et le centre d'appels, ainsi que le financement aux points de ventes, dans tout le Canada. Ce secteur englobe également les services de cartes de crédit Visa, les produits d'assurance crédit et les services de fiducie. De plus, il offre tous les services financiers commerciaux aux petites et moyennes entreprises du Québec.

IC - Le secteur Immobilier et commercial offre le financement immobilier à travers le Canada, les services de financement commerciaux en Ontario et les opérations liées aux comptes majeurs à travers le Canada, de même que les services de change et les services bancaires internationaux.

B2B - Le secteur d'activité B2B Trust fournit des produits bancaires et financiers, génériques et complémentaires, à des intermédiaires financiers et à des institutions financières non bancaires dans tout le Canada. Ce secteur comprend également les activités liées aux dépôts par l'entremise de courtiers.

VMBL/MC - Le secteur Valeurs mobilières Banque Laurentienne et Marchés des capitaux comprend les activités de la filiale Valeurs mobilières Banque Laurentienne inc. et les activités de marchés des capitaux.

Autres - La catégorie Autres comprend les activités de trésorerie et de titrisation et les autres activités de la Banque dont les revenus et les frais ne sont pas attribuables aux secteurs susmentionnés.

(1) Les éléments d'actif sont présentés selon des moyennes, car il s'agit de la mesure la plus pertinente pour une institution financière.